

Quoi qu'il en soit, les rapports existant entre la paix, la démocratisation, la dépendance et la transformation sociale sont complexes. Il est possible de relever de nombreuses différences dans l'histoire et les politiques des pays centraméricains.

La démocratie est bien implantée au Costa-Rica, lequel agit actuellement comme chef de file pour faire progresser le dialogue grâce au plan Arias. En revanche, le Honduras ne le cède qu'à Haïti pour ce qui est de l'analphabétisme et du sous-développement en général. Pourtant, c'est lui qui a amorcé un processus de démocratisation en 1979 tandis que d'autres pays de la région glissaient de plus en plus dans la violence. Entre 1981 et 1985, deux gouvernements ont été élus, et une nouvelle constitution a été promulguée. Bien que la moitié de la population fût analphabète, 80 p. 100 des habitants ont voté, exprimant ainsi "leur rêve" de voir la démocratie devenir une institution. En dépit de la situation difficile où il se trouve, le Honduras a travaillé pour la paix et s'est beaucoup efforcé d'éviter un conflit avec le Nicaragua, même si l'accroissement des forces militaires de ce dernier l'inquiète. Le Guatemala a lui aussi pris le chemin de la démocratisation tout en poursuivant sa politique de "neutralité active". Les sondages révèlent que la population appuie les politiques étrangère et nationale du gouvernement Cerezo.

Tous les pays centraméricains ont besoin de la paix pour consolider ou préserver la démocratie. La militarisation dans la région fait échouer les initiatives de paix, tout comme la présence de "soldats étrangers". Il faut éviter de verser dans le romanesque quand on parle des combats historiques "livrés avec des machettes", a fait observer un participant, mais il convient de répéter ici "qu'aucune des armes utilisées en Amérique centrale aujourd'hui n'est fabriquée dans la région".

Propositions visant à renforcer les initiatives de paix

Il faut faire preuve de réalisme politique pour instaurer la paix et parvenir à la démilitarisation. Les pays centraméricains, tout comme le reste de l'Amérique latine ou le Canada, ne peuvent pas ne pas tenir compte de la présence américaine. "Il est peu réaliste du point de vue politique de penser que les États-Unis n'ont pas d'intérêts stratégiques dans la région et de croire aussi que le Nicaragua n'a pas le droit de choisir sa propre forme de gouvernement", ou encore de défendre son intégrité territoriale conformément à ce qu'autorise la Charte des Nations-Unies. Comment concilier tous ces intérêts divergents et sortir de l'impasse où le Nicaragua se trouve coincé avec d'autres pays? D'une part, il y a les intérêts historiques de la région centraméricaine et de l'Amérique du Sud et, d'autre part, les intérêts stratégiques des États-Unis, qui sont relativement différents des premiers. En outre, "des divergences culturelles influent sur la façon dont ces intérêts sont perçus